

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 245 JEUDI 1^{er} DECEMBRE 3 F

hebdomadaire

DU BALAI LES EXPLOITEURS !

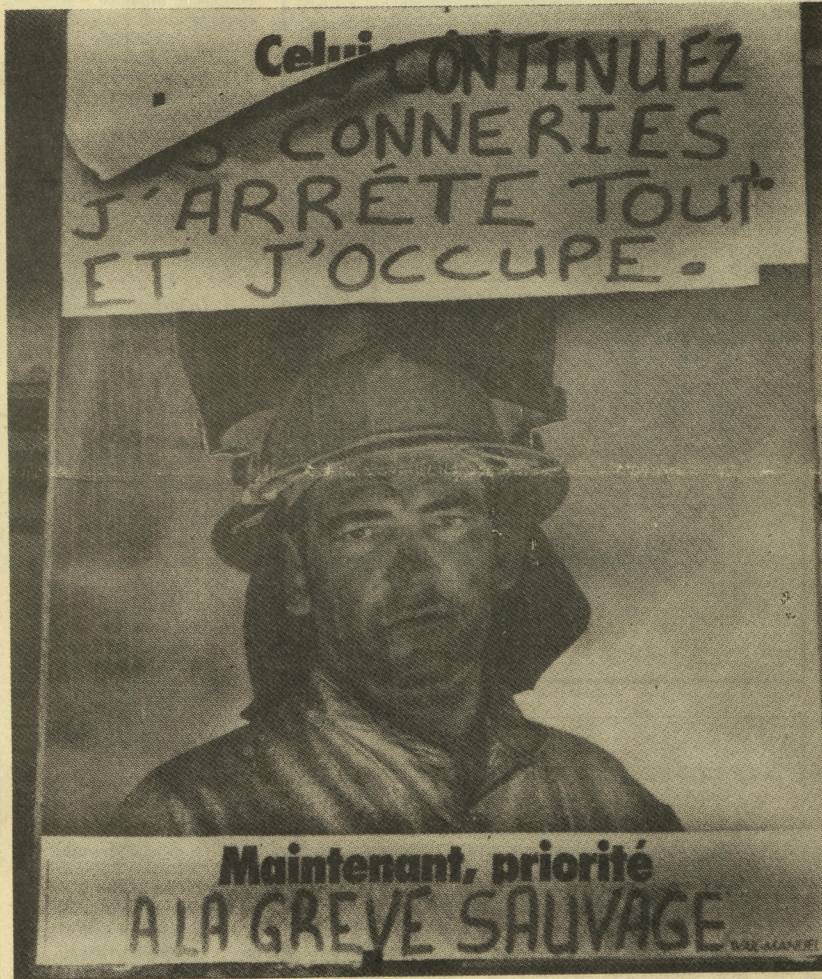
Editorial

Grève de 24 heures pour le 1^{er} décembre, ont décidé la CGT, la CFDT et la FEN! Une grève de plus et aussi inefficace que toutes les autres grèves de 24 heures qui l'ont précédée et dont le seul résultat fut de donner de la copie aux journaux syndicaux des centrales asservies par les politiciens de gauche. Certains feront cette grève, d'autres resteront au travail, ce qui fournira à la bureaucratie syndicale, l'occasion de lancer quelques injures rituelles auxquelles personne ne prête plus attention. Chantage, dérision! Chantage à la grève à tout prix, quel'en soient les initiateurs ou les raisons avouées ou cachées de ceux qui la décrète! Dérision de voir la grève, ce moyen qui fut et qui reste l'arme suprême des travailleurs, galvaudée par des chefs syndicaux pour calmer les ardeurs des sieurs Marchais et Mitterand qui, sur la place publique, échangent quelques vérités intéressantes et instructives!

Ce chantage à la grève, il faut y mettre fin! Les travailleurs n'ont pas à chaque instant et sans avoir été consulté, à obéir aux ordres de messieurs Séguy ou Maire, sous la menace d'être dénoncé comme «jaunes», comme «briseur de grève» ou comme «allié objectif du capitalisme». Que sont-ils, ces personnages qui prétendent dicter leur conduite aux travailleurs? L'un, Séguy, appartient à un parti qui, lorsqu'il n'est pas d'accord, considère que la grève est l'arme des trusts, l'autre, Maire, que la grève est le complément du bulletin de vote qui enverra ses amis au pouvoir. La grève est l'arme des travailleurs, ce sont eux qui la décident, accoudés à l'établi ou au pied de l'échafaudage, lorsqu'il s'agit de revendications touchant leur corporation. La grève, ce sont eux qui la provoquent sans demander son avis à la bureaucratie syndicale lorsque, comme en 1936 ou en 1968, ils occupent les usines pour donner à leurs revendications un caractère national. Mais en revanche, ce sont les politicards qui «suivent» des grèves de 24 heures, pour «avertir» le gouvernement. Avertir de quoi? La situation des travailleurs, le gouvernement la connaît et une grève de 24 heures n'y changera rien!

En réalité, au cours de ces grèves de 24 heures qui reviennent dans le calendrier comme les saints cher à Maire ou le rituel traditionnel cher aux communistes camouflés en syndicalistes, tout le monde triche!!! Les patrons d'abord, qui se sont fait une raison et qui craignent beaucoup moins ces grèves «raisonnables» que les vraies, celles qui les opposent à leur personnel pendant des semaines et qui peuvent mettre en cause leurs entreprises. Le gouvernement ensuite, qui se contente de dénoncer d'un ton désabusé l'irresponsabilité des organisations syndicales face à la crise, mais qui, en aucune façon, n'est surpris car ces heures de grèves folkloriques, il les déduit tous les ans de ses perspectives de production comme il déduit l'impôt ou les autres charges. Les ouvriers, les employés, les salariés enfin, rompus à cette gymnastique imbécile et inefficace des grèves de 24 heures, et qui, pour certains, touchent leur salaire ou rattrapent les heures perdues le samedi suivant. Oui, chacun triche en faisant semblant de croire que ces grèves de 24 heures, administrées comme des tranquillisants et qui sont admises de part et d'autre comme des corvées nécessaires, feront avancer le monde du travail vers sa libération. Il n'est que temps de dégonfler la baudruche qui ne sert qu'à maintenir l'électeur en haleine. La grève de 24 heures est inutile, c'est une grève bidon qui peut devenir dangereuse dans la mesure où elle vide ce moyen de lutte de tout son dynamisme. Et ce sont ceux qui l'emploient à tort et à travers qui sont de véritables briseurs de grèves en faveur de «leur» gouvernement. Et si la gauche vient au pouvoir, on pourra alors vérifier ce qu'on écrit ici.

La grève, la vraie, naît dans l'entreprise ou dans la profession. Conduite par les travailleurs et les cadres subalternes des organisations syndicales, elle aboutit à l'occupation des entreprises et demain, peut-être, à leur remise en route par le personnel qui réalisera ainsi l'autogestion généralisée de toute l'économie du pays.



LE BILAN D'UNE REVOLUTION TRAHIE ET DEFIGUREE

Nous publions cette semaine la première partie d'une étude sur la Russie soviétique, étude dont nous publierons la seconde partie dans notre prochain numéro. Célébré avec faste à Moscou, avec une complaisance ignoble par la télévision française, le sixième anniversaire de la révolution russe nous offre l'occasion, après l'article de Jean Barrué paru dans le numéro précédent, de continuer à présenter sous un jour différent et plus triste à la fois, la cruelle réalité soviétique.

L'histoire est connue. Le mécontentement des masses, la littérature non officielle, l'appel de Bakounine : «aller au peuple», l'éclat des bombes des terroristes au cours des précédentes décades, préparèrent la marche funèbre de l'autocratie et de sa bureaucratie. La crise de la société russe était totale...

Les orgies patriotardes, les défaites militaires, les destructions et la spéculation servirent seulement de catalyseur au processus révolutionnaire. La révolution de février 1917 fut une explosion. La Russie devint l'épicentre de secousses révolutionnaires grandioses...

On vient de célébrer le sixième anniversaire du coup

d'Etat bolchevik d'octobre qui restera dans l'histoire comme le début d'une dictature qui dure toujours.

Après les convulsions du «Quatrième Etat» en Ukraine et à Kronstadt, Lénine et ses commissaires prirent une série de mesures dans le but de con-

(suite page 8)

FOP 2520

Activités de la Fédération Anarchiste

Groupes

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MONTLUCON
 MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.D.R. : MARSEILLE
 CALVADOS : HEROUVILLE
 CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE ET VILAINE : RENNES
 INDRE ET LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN
 LOIRE ATLANTIQUE :
 NANTES
 LOT ET GARONNE : FUMEL
 MAINE ET LOIRE : ANGERS
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX -
 TOURCOING
 PYRENEES ATLANTIQUES :
 BAYONNE - BIARRITZ
 RHONE : LYON
 SAVOIE : ANNECY
 SEINE MARITIME : LE HAVRE
 ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULON-
 NAISE
 YONNE : FEDERATION DE-
 PARTEMENTALE
 HAUTE VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON DES POSTIERS
 (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 GROUPE BNP PARIS

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPEES EN ECRIVANT
 AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis
 dans les arrondissements sui-
 vants : 2°, 5°, 10°, 11°, 13°,
 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN
 DE FRESNES-ANTONY
 - VANVES-MALAKOFF-
 MONTRouGE
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON
 SEINE ET MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY - NEUILLY SUR
 MARNE - CHELLES

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY LES MOULINEAUX
 MEUDON; BOULOGNE-BIL-
 LANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN
 - NORD DES HAUTS DE
 SEINE
 - ASNIERES
 - COURBEVOIE-COLOMBES

LIAISONS

Dg l'Aisne, Sisteron, La Ro-
 chelle, Vierzon, Bégard, Châ-
 teaudun, Chartres, Château
 roux, Amboise, Chinon, Mont-
 pellier, Grenoble, Lons-le-Sau-
 nier, St-Sever, Nantes, Ven-
 dôme, Montoire, Blois, Cou-
 tances, St-Lô, Vannes, Cler-
 mont-Ferrand, Strasbourg,
 Nord Seine-et-Marne, Albert,
 Nord de la Haute-Vienne.

ANGERS

Le groupe libertaire
 Paul Mauget
 organise
 le mercredi 7 décembre
 à 20h30
 une conférence-débat
**LES GRANDS PRINCIPES
 DE LA PENSEE
 ANARCHISTE**
 Pour le lieu, se renseigner au-
 près des militants du groupe.

La liaison anarchiste
 de Clermont-Ferrand
 organise
 le vendredi 9 décembre
 à 20h30
 Centre Blaise Pascal
 une conférence-débat
**LA PEDAGOGIE LIBERTAIRE
 OU
 Pourquoi l'école doit
 disparaître**
 Avec la participation de
 Marie-Madeleine Hermet

Le groupe libertaire
 Louise Michel
 organise un colloque-débat
 sur le thème
**LE PHENOMENE ROCK
 EN 1977**
 par un groupe amateur de rock
 le samedi 3 décembre à 17h30
EN SON LOCAL
 10, rue Robert Planquette
 Paris 18°

Le groupe libertaire
 de Marseille
 présente
 le jeudi 8 décembre
 à 20 h 30
 11, rue St-Vincent de Paul
 13004 Marseille
 un film sur la vasectomie
 suivi d'un débat

Le groupe libertaire
 d'Aulnay-Sevrans
 organise
 le samedi 10 décembre
 de 16 à 24 heures
**UNE JOURNEE
 ANTIMILITARISTE**
 - Projection de 5 court-mé-
 trages sur l'antimilitarisme,
 - débat avec Maurice Laisant,
 - musique avec un groupe de
 Free-Jazz et Casthélémis.
 Au centre Alpha
 3, allée des Pensées
 93 Bondy
 Train par gare de l'Est à gare
 de bondy

Directeur de la publication
 Maurice LAISANT
 Commission Paritaire n° 55635
 S.N.I.S.C.
 93100 MONTREUIL
 Dépot légal : 44 149 premières trimestre 77
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 Publi-Routage

VENTES MILITANTES

GROUPE DU 14°

- Sortie du métro Denfert-
 Rochereau le jeudi de 17 à
 19 heures.
 - Intérieur de la gare Mont-
 parnasse, vendredi de 17h30
 à 19h30.
 - Marché Daguerre, dimanche
 de 10 à 12h.

GROUPE DU 19°

- Marché place des fêtes, le
 dimanche de 10 à 12h.
 - Marché Joinville, le diman-
 che de 10 à 12h.

GROUPE DE BRUNOY

- Marché de Brunoy, diman-
 che de 10 à 12h.
 - Gare de Brunoy, vendredi
 de 18 à 19h.
 - Lycée Talma de Brunoy,
 samedi entre 11 et 13h.

GROUPE DE BESANCON

- Restaurant universitaire,
 mercredi de 11h30 à 12h30
 - Rue piétonne, les jeudi,
 vendredi, lundi, mercredi de
 17h30 à 18h30

GROUPE DE RENNES

- La gare, le vendredi soir
 - Marché des Lices, le sa-
 medi matin

LIAISON BLOIS

- Rue Denis Papin de 15 à
 17h30

GROUPE DE ST-LÔ

- Marché de St-Lô, le samedi
 matin

LIAISON LAVAL

- Marché de Laval, le samedi
 matin

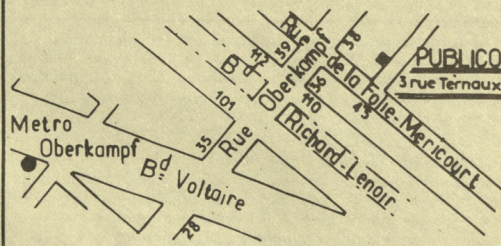
GROUPE DU HAVRE

- Aux permanences du Cercle
 d'Etudes Sociales, 16 rue
 Jules Tellier
 - A la MJC, Porte Océane,
 vendredi de 12 à 13h
 - Au restaurant universitaire,
 vendredi de 12 à 13h
 - A la cantine PTT, vendredi
 de 12 à 13h
 - Devant la bijouterie Millaud,
 Place Thiers, samedi de 15
 à 17h

GROUPE DE TOULON

- Cercle Jean Rostand, rue
 Montebello (derrière la gare
 de Toulon), samedi après-
 midi
 - Rue d'Alger, samedi de 16
 à 18h
 - Pucés de Toulon, dimanche
 de 10 à 12h
 - Marché de La Seyne, di-
 manche de 10 à 12h

POUR NOUS TROUVER PLUS FACILEMENT



LE NUMERO DEUX DE LA REVUE ANARCHISTE (éditée par le groupe Emma Goldman) EST PARU

Au sommaire de ce numéro :
L'AUTONOMIE A TRAVERS LES LUTTES
 - de l'organisation de travailleurs
 - à propos du mouvement des femmes
 - des mouvements autonomistes et des minorités nationales
 est en vente au prix de 5 francs

On peut la commander en écrivant à Ramon PINO, 20 rue
 Orfila 75020 PARIS

Le premier numéro est toujours disponible au prix de 3 F.

ACHETEZ

« LE MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE »
 CHAQUE SEMAINE AU MEME ENDROIT

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction Administration : 3, rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805 34 08
 CCP Publico 11289 15 Paris

	TARIF		Etranger	
	France	Sans pli-famille	France	Etranger
3 mois	35 F	55 F	40 F	60 F
6 mois	65 F	110 F	80 F	120 F
12 mois	125 F	210 F	150 F	250 F
24 mois	200 F	375 F	250 F	450 F

Abonnez
 vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom

N° Rue Ville

Code postal Ville

à partir du N (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Reglement à joindre au bulletin:

Chèque postal Chèque bancaire Mandat suisse

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

IMPORTANT

Les lecteurs qui nous font parvenir leur bulletin
 d'abonnement doivent savoir qu'un délai de quinze
 jours est nécessaire avant la mise en route de cet
 abonnement. Les paiements effectués par chèques
 sont à libeller à l'ordre de PUBLICO exclusivement.

Les Administrateurs

DU BON ESCIENT DE LA VIOLENCE

EDF poursuit sa politique nucléaire. Rien d'étonnant à ce que l'on assiste à des actes de sabotage envers ses locaux. Des militants emploient les moyens à leur portée, moyens apparemment peu sympathiques mais, en matière de chantage, l'Etat et les grandes sociétés disposent de bien d'autres possibilités éminemment plus hypocrites et plus puissantes, dont l'argent et l'information, pour arriver à leurs fins. Nul difficulté pour eux de museler, conditionner partie ou tout de l'opinion publique.

Toutes les formes de chantage, voire de prises d'otages, sont pour nous honteuses, même si l'Etat en ce domaine y excelle. Reste à savoir si nous devons entrer dans ce cycle infernal et si ces formes de lutte ne présupposent pas une démarche contraire à la fin recherchée. En ce genre, s'agit-il d'employer les mêmes moyens que nos adversaires ? Existe-t-il d'autres méthodes pour agir autrement ? Voilà autant de questions qui se posent et que se posent nombre d'opposants au système capitaliste et étatique actuel.

Il s'agit d'être clair ! La fin ne justifie pas n'importe quel moyen. Souvent l'histoire a montré combien l'utilisation de ceux-ci finissait par accoucher de dictatures. Les moyens doivent préfigurer en quelque sorte ce que nous entendons mettre sur pied, c'est à dire, c'est à dire une société sans contrainte ni violence. C'est dire de la nécessité autant que faire se peut, d'adapter ceux-ci au but et effets recherchés. Mais de là à exclure la violence du processus révolutionnaire, il y a un pas que nous ne franchirons pas ; tant il est vrai

que toute révolution a procédé et procédera probablement encore d'un choc révolutionnaire.

En matière d'action, le mouvement révolutionnaire anarchiste n'a jamais utilisé la violence que lorsqu'il ne pouvait plus faire autrement. Il a toujours cherché à privilégier les actions susceptibles de sensibiliser les masses car pour lui l'acte révolutionnaire doit avant tout porter sur la remise en cause de l'ensemble du système par la mobilisation de tous les exploités.

Sur des problèmes aussi ponctuels que le nucléaire, par ailleurs controversé par une partie de l'opinion, ou que la solidarité contre des actes de répression internationale, l'action violente nous paraît discutable quant à l'impact auprès de l'opinion publique. Au contraire, elle semble provoquer des phénomènes de répulsion et de désengagement, et traduit trop souvent, malheureusement, de la part de leurs auteurs, d'une certaine forme de fuite par rapport à la lutte et aux aspirations quotidiennes très terre-à-terre de la classe qu'ils prétendent incarner.

L'action révolutionnaire a, au cours du temps, acquis ses lettres de noblesse. Elle a du panache. Elle est multiforme. Elle s'insère dans un contexte socio-politique de lutte de classes, d'une situation d'exacerbation des relations économiques et sociales. Elle se fait dans des besoins profonds de changement, une radicalisation des luttes. Autrement, ce n'est qu'activisme fut-il, nous le répétons, par certains aspects sympathique.

Roland BOSDEVEIX

Les méfaits de l'alcoolisme

LA PROVOCATION CONTINUE...

Dans la nuit du 22 au 23 novembre, des colleurs d'affiches recouraient tout le dessus de la vitrine de notre librairie ainsi qu'une partie de celle-ci. Cet acte s'inscrit dans ce loyal débat d'idées qui débute voilà plusieurs années avec l'attentat à la bombe commis par les sbires de l'OAS contre cette même librairie.

Beaucoup plus tard, ce fut la Christ-Roi, descendu de sa croix une nuit de décembre pour, une fois de plus, faire voler en éclats vitrine, porte et étagères de la librairie. Plus récemment, c'est la nuit du 19 au 20 octobre que cette même vitrine devait céder sous les coups de barres de fer de crânes anonymes.

C'est aujourd'hui le RPR qui rejoint la meute en venant

apposer ses affiches malodorantes jusque sur nos locaux.

Le mercredi 23 novembre, un «responsable» local du RPR venait nous voir pour présenter des excuses. «Vous comprenez, dira-t-il, nos colleurs, ils s'arrêtent dans les bistros, ils boivent plusieurs coups, après ils savent plus ce qu'ils font... ». C'est vrai, parmi les affiches collées sur notre boutique, certaines ne sont pas bien droites, qu'est-ce qu'ils devaient tenir, ces colleurs ! Et puis, si dans tout le quartier n'apparaissent aucune affiche du RPR hormis celles qui «décorent» notre boutique, ça ne peut être qu'un hasard. D'ailleurs, ils ne pouvaient pas savoir où ils collaient, puisqu'il faisait nuit...

Hélène VARELIN

La Fédération Anarchiste et Libération

LE SENS DE L'HUMOUR

Le mardi 22 septembre, le quotidien *Libération* publiait, dans son intégralité, un «communiqué» dans lequel la Fédération Anarchiste se solidarise avec la R.A.F., plus connue sous le nom de «bande à Baader». Bien entendu, ce «communiqué» relevait de la pure fantaisie. A la suite des événements survenus en Allemagne fédérale, la Fédération Anarchiste avait, au travers d'un communiqué non repris par la presse, y compris *Libération*, affirmé clairement sa position au sujet de la RAF, de ses méthodes et de son idéologie (cf. ML n° 240).

Libération, outre nos communiqués, reçoit régulièrement notre journal où ces positions ont été nettement réaffirmées (cf. ML n° 237-240-241). Malgré cela, ce quotidien se faisait étonnamment le tremplin de petites crapules en publiant, sans vérification aucune, le fameux «communiqué».

Voulant réparer cette «bavure», nous faisons parvenir le jour même, un communiqué démenti, en bonne et due forme celui-là, qui, hélas, ne devait pas connaître la même fortune que le faux reçu la veille. Le mercredi 23 novembre en effet, le quotidien *Libération* reprenait deux phrases du communiqué, qui passaient totalement inaperçues en fin d'article. Curieuse règle que celle qui consiste à n'accorder à un démenti qu'une importance médiocre quand, la veille, on s'est fait colporteur de ragots.

Mieux encore, à *Libération*, prévenu de notre mécontentement par téléphone, on trouve notre comportement «mesquin». De surprise en surprise, on apprend que ce quotidien est «plein de bonne volonté» à notre égard et qu'en fin de compte, nous n'avons pas «le sens de l'humour».

Un petit retour en arrière paraît ici nécessaire pour examiner ces occasions où, bonne volonté et humour mêlés, *Libération* se penchait sur la Fédération Anarchiste. Il ne s'agit pas bien sûr d'établir ici la liste des communiqués envoyés à ce journal, qui ont fini sous cette forme qui fait le bonheur des corbeilles à papier. Pour s'en tenir à un passé relativement proche, on se rappelle le compte-rendu publié par *Libération* sur la manifestation du 8 novembre 1976 contre la peine de mort où l'auteur de l'article avait réussi à ne pas nous remarquer quand nous regroupions les deux-tiers des manifestants. De nombreux lecteurs indignés, qui n'avaient pas saisi alors tout l'humour contenu dans cet oubli, avaient d'ailleurs protesté auprès du quotidien.

Plus tard, ce fut la manifestation du Premier Mai dernier dont l'annonce alla rejoindre nos communiqués. Au lieu de ça, *Libération*, toujours avec cet esprit qui nous fait tant défaut, appelait les fumeurs de joints au lieu et heure identique à notre appel. Quant au déroulement de la manifestation elle-

même, vous allez rire... mais *Libération* n'en dira pas un mot, et avec quel humour!

Quant à la parution hebdomadaire du *Monde Libertaire*, c'est dans les petites annonces qu'il fallait chercher la nouvelle. Heureusement, il y a beaucoup de lecteurs qui cherchent à se loger et c'est d'ailleurs là que toute la finesse de l'opération apparaît.

Il y a peu de temps enfin, la Fédération Anarchiste tenait son

rendant compte, sur un quart de page, du congrès de la CFT. Si beaucoup parmi nous trouvaient la chose un peu amère, le rire n'en secoue pas moins encore certains de nos camarades, ceux qui ont ce «sens de l'humour», cher à *Libération*.

Il paraît que les plaisanteries les plus courtes sont les meilleures... voilà maintenant plus de quatre ans que *Libération* est né.

Julien ROBIN



congrès extraordinaire. Une nouvelle fois, ni l'annonce de ce congrès ni le résumé de ses débats ne paraîtront dans *Libération*. Certes, il y avait là une note humoristique indiscutable qui gardait cependant un goût inachevé que *Libération* balayait une semaine plus tard en

P.S. : Au lendemain de l'occupation des locaux du journal *Libération*, de nos camarades se rendait au siège du quotidien. Reçu par Zina Rouabbah, directrice de la publication, il lui fut annoncé que cette «occupation» faisait perdre près de quatre millions au journal. Cela dit sans la moindre gaité. L'humour, ça va, ça vient...

LES CRIMINELS

La télévision française, nous le savons, ne parle guère objectivement du mouvement anarchiste. Le lundi 21 novembre, dans l'émission *La tête et les jambes*, elle l'a carrément placé dans les «grandes affaires criminelles» ! Parlant de l'époque de la propagande par le fait sur un ton rigolard et paternaliste, on nous montra encore une fois les anarchistes le couteau et la dynamite à la main, vieux mouvement d'illuminés et de tueurs sanguinaires.

Quand donc la télévision se comportera-t-elle en adulte et acceptera de montrer objectivement une pensée dans sa totalité au lieu d'isoler une période bien à part et de la rabacher aux téléspectateurs pour défigurer l'ensemble de cette pensée ?

Quand donc les «criminels» pourront-ils s'exprimer à la télévision ?

Louis (Groupe P. Mauget Angers)

FORMES, REJOINS, SOUTIENS TON CERCLE ANARCHISTE D'ENTREPRISE

en bref...en bref...

Mohammed Sahir, objecteur-insoumis à l'ONF depuis deux ans, passera devant le Tribunal de Grande Instance de Senlis le 9 décembre à 16 heures

Jean Foirien, objecteur-insoumis à l'ONF, passera en procès devant le tribunal de grande instance de Pau, le mercredi 7 décembre à 14 heures. Vous pouvez lui manifester votre soutien en envoyant lettre, télégramme ou pétition au président du tribunal correctionnel, Palais de Justice de Pau, 64000 Pau.

Le tribunal correctionnel d'Agen jugera Thierry Vinare le 30 novembre à 14 heures, au palais de justice, place Armand Fallière, comme plus de 2000 objecteurs. Il est accusé d'insoumission à son affectation (ONF) depuis 1975.

Insoumis depuis le 6 avril, Jo Cassard se faisait arrêter lors d'un contrôle routier le 28 mai dernier. Au bout de 19 jours de grève de la faim, il obtenait une réforme provisoire en raison de son état de santé et il était libéré. Jo Cassard passait devant le TPFA de Rennes, le 18 novembre, pour les délits d'insoumission en temps de paix, de refus d'obéissance. Après délibération, le Tribunal a condamné Jo Cassard à 15 mois de prison avec sursis. A la fin de l'audience, 15 livrets ont été remis au tribunal pour protester contre cette juridiction d'exception.

A Montpellier, au cinéma «Le Club», le groupe de Libération Homosexuel de Montpellier présente, du mercredi 30 novembre au mardi 6 décembre, une semaine de cinéma homosexuel. Des débats auront lieu.

Le groupe Civilisation Libertaire organise le jeudi 8 décembre à 20h15, une conférence-débat sur les coopératives face aux entreprises patronales. 15, rue Gracieuse, métro Monge.

Le cercle Pelloutier organise le mardi 6 décembre, une causerie sur les enseignements de la grève du Parisien Libéré. Cercle Garcia Lorca, 15 rue Gracieuse - Paris (Monge).

Abonnez-vous

Banques

LA GREVE S'ATTAQUE A UN MONSTRE :
LE GROUPE SUEZ

Nos politiciens s'accordent pour dire que la France est partagée en deux. Pour une fois, nous leur donnerons raison... Deux requins de la Finance, le Groupe de Paris et des Pays-Bas et sa banque Paribas d'un côté, le Groupe Suez, sa compagnie financière et sa banque Indosuez de l'autre, se partagent le pays.

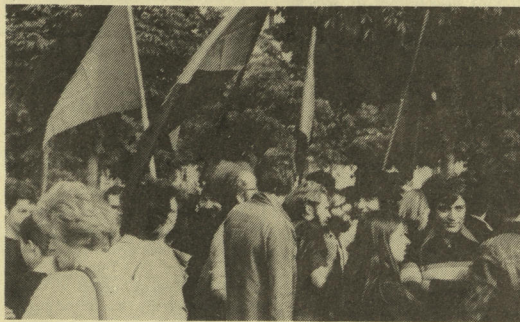
Pour la première fois, une des pièces maîtresses du second groupe, la banque Indosuez, résultat de la fusion des banques de Suez et d'Indochine, bras armé de la compagnie financière est affectée par une grève! Le groupe contrôle le CIC et ses filiales, chef de file des banques privées françaises, mais aussi des holdings comme la Sté Auxiliaire de gestion, des compagnies d'assurances telles l'Abeille et Paix, des sociétés industrielles telles la Lyonnaise des Eaux, Bouygues ou St-Gobain Pont-à-Mousson, etc.

Jusqu'à ce jour, les seules grèves intervenues dans cette banque n'avaient connu qu'une participation marginale à l'occasion des sempiternelles journées nationales d'action.

Travailleurs sociaux en lutte - Les travailleurs sociaux de l'Institut Parmentier à Paris, ont fait parvenir au ministre de l'enseignement une lettre ouverte adressée également à divers journaux dont *Le Monde Libertaire*, lettre dans laquelle ils s'élèvent contre le non-versement de bourses sociales pour tous les ayants droits et le maintien des quotas. Parallèlement, ces travailleurs sociaux réclament l'ouverture immédiate de négociations portant notamment sur :
- l'obtention d'un statut de travailleur social en formation,
- le droit syndical et politique pour tous,
- une convention nationale unique de stage, etc.

Le parti des travailleurs
A Villers-sous-St-Leu (Oise), un conflit vient d'éclater qui éclaire d'un jour nouveau les lendemains qui chantent promis par le Programme Commun. La municipalité d'Union de la Gauche du coin, souhaitait l'ouverture d'un grand magasin le dimanche dans la cité, se heurte à l'opposition syndicale (CGT-CFDT) en même temps qu'à celle de l'inspection du travail. Pour ne pas faire les choses à moitié, on apprend que s'est créé un «comité de soutien à l'ouverture», composé des élus de la municipalité et des membres des partis de gauche. La gauche d'un côté, les syndicats de l'autre, aux dernières nouvelles, Monsieur Nicoud ne se serait toujours pas prononcé.

Sur le plan syndical, une jeune section CFDT créée après la grève de 1974 qui avait épargné Suez, se bat avec les grévistes au côté d'une CGT appartenant à un syndicat du groupe très puissant et contrôlé d'une main de fer par le PC, en l'absence des syndicats CGC-SNB et FO de la boîte, entièrement acquis aux patrons.



Le mouvement a commencé le 18 novembre par un débrayage de 2 heures des 80 employés du service Portefeuille, demandant notamment :
- 20 points pour tous (près de 150 F)
- un 15^e mois
- une reclassification
- une augmentation de 3,50% de la masse salariale au lieu des 2% proposés par les patrons.

Le 21 novembre, après un refus de la Direction de recevoir une délégation de grévistes accompagnée de délégués CGT ET CFDT, les employés du Portefeuille, réunis en assemblée, votent en faveur d'une journée de grève pour le lendemain et appellent leurs collègues des autres services à les rejoindre. Cet appel est entendu

au fil des jours et le 25 novembre, c'est environ 450 grévistes qui reconduisent la grève pour le lundi suivant. Depuis le 21, la grève est reconduite par les assemblées générales quotidiennes, après plusieurs manifestations dans et autour de la boîte, malgré les pressions de l'encadrement (un chef de service agresse un des grévistes

le matin du 25 novembre, tandis qu'un autre pleure devant son bureau désert).

Maintenant, la solidarité doit secourir les autres banques et notamment celles du groupe Suez, mais aussi toutes les sociétés filiales. Dès aujourd'hui, tous les efforts doivent être développés pour le soutien à cette grève par des manifestations communes des personnels des banques et sociétés concernées. Il est aussi important d'appeler dans toutes les banques à des assemblées générales pour un développement de la lutte dans toute la profession.

Les travailleurs n'auront que ce qu'ils arracheront par l'action directe.

Bernard RICHARD

Var-Informations

Méditerranée : A l'heure des économies, du manque de crédits pour l'éducation, la santé, l'environnement et d'autres secteurs nécessaires un nouvel exercice militaire, «l'Ile d'Or», engagé dans la Méditerranée 48 navires de guerre et d'appareils aéronautiques. A cet exercice collaborent des navires de huit Etats.

Fréjus : A l'hôpital, dans le cadre de la «chasse aux cadavres», huissiers et policiers ont du dernièrement intervenir pour départager les entreprises concurrentes de pompes funèbres!...

Informations
Rhône - Alpes

- Débrayage d'une ou deux heures par jour depuis le 14 novembre à la teinturerie de Munas (Ardèche) pour une réduction des cadences, la semaine de 35 heures, une augmentation des salaires et le 13^e mois.

- 1200 licenciements prévus chez Berliet à Vénissieux et 5 jours de chômage avant la fin de l'année.

- Manifestation des entreprises du textile en lutte à Lyon, le 24 novembre. Parmi les manifestants, les travailleurs de Dolbeau, à Bourgoin, qui occupent leur entreprise depuis 5 mois.

- La police devrait recevoir l'ordre de faire évacuer Jossermoz à Annecy, occupé depuis cet été par les ouvriers en lutte pour empêcher 472 licenciements sur un effectif total de 612 personnes.

- Grève CGT-CFDT dans les O.V.E. (œuvre de villages d'enfants) pour protester contre 4 licenciements.

Education populaire

A DROITE, ÇA REPREND EN MAIN

On assiste à une véritable reprise en main, dans les municipalités de droite des Hauts de Seine, des secteurs concernant les loisirs, avec des noms qui ne sont que trop connus dans l'éducation populaire : Baumel, toujours lui, Santini et autres tristes sires.

En effet, les municipalités communistes ont toujours essayé de bien tenir en main le secteur loisir, ce qui leur assure des voix aux élections. Par contre, les municipalités de droite laissaient assez facilement le champ libre à l'animation, sans donner d'argent bien sûr, ce qui avait pour résultat la présence d'un bon nombre d'animateurs de gauche ou d'extrême-gauche, souvent syndiqués CFDT, et qui, régulièrement, lors des campagnes électorales, soutenaient les listes de gauche, en soulignant la précarité de leurs moyens. L'éducation et l'animation ont toujours été pris en charge, soit par l'Eglise, soit par les partis de gauche,

et la droite vient de s'apercevoir que l'Eglise a perdu pied ou qu'elle vire à gauche.

Les dernières élections municipales aidant, la droite ne peut plus se permettre un laisser-faire suicidaire, et va tenter d'utiliser l'animation à son profit. Elle se heurte alors aux organismes de formation qui sont tournés à gauche (CEMEA, FOL, FFC, FFMJC, etc.). Elle crée donc un organisme de formation sur les Hauts-de-Seine, l'IFAC. Que nous apprennent un certain nombre d'animateurs ? Qu'il y a licenciements et découragements, ceux qui partent étant tout de suite remplacés. On profite même de la période actuelle de chômage, en incitant les jeunes à venir se former gratuitement. La droite parvient donc à se faire un bon volant de main d'œuvre pour sa politique de normalisation.

Tout cela est facilité, évidemment, par le fait que les animateurs n'ont pas de sta-

tut reconnu et qu'ils sont le plus souvent recrutés comme vacataires. L'animateur devient alors de plus en plus un salarié employé en fonction de son idéologie, surtout dans les municipalités élues de justice.

Quand les animateurs laisseront de côté leur verbiage gauchiste, quand ils verront que la période artisanale pendant laquelle ils furent chefs en leur domaine est terminée, quand ils en auront assez d'être marginaux et de faire de l'éducation populaire pour une élite, quand ils en auront assez de jouer le rôle de courroies de transmission des partis politiques, ils rejoindront les luttes des animateurs, ils reliront Pelloutier et feront la jonction entre l'éducation populaire et le monde du travail, ils lutteront pour arracher un statut d'animateur, jalon nécessaire à une lutte de plus grande ampleur.

Groupe MALATESTA

Campagne raciste à la ZUP de Joué-les-Tours

LETTRE OUVERTE AU MAIRE

Après une campagne d'information par tracts et communiqués de presse sur la campagne raciste menée à Joué-les-Tours (voir ML n° 240), les organisations parties prenantes de la lutte antiraciste (voir signature au bas de la lettre adressée au maire de Joué-les-Tours) ont convoqué une conférence de presse le 18 novembre. *Le Monde*, *La Nouvelle République* et *Le Petit Rouge de Touraine* y assistaient en présence des correspondants de la presse des organisations menant cette campagne.

Il fut demandé lors de cette conférence d'insérer dans les colonnes de chacun des journaux présents, la lettre ouverte à M. Lory, maire de Joué-les-Tours, lettre dont voici le texte : « Monsieur le Maire, dans une pétition du 10 septembre 1977, adressée à Monsieur le Préfet, votre nom a été cité. Cette pétition rédigée par quelques commerçants et habitants de la ZUP, faisait état d'une dégradation de la situation sociale sur ce quartier et proposait en termes racistes la constitution d'une milice privée comme solution possible à cet état de fait.

Sans chercher à savoir si vous êtes le complice ou le promoteur de la campagne raciste menée sur la ZUP, nous exigeons qu'il soit mis fin aux opérations policières discriminatoires, de type raciste, fascistes, anti-ouvrières.

Ce ne sont pas les matraques et les contrôles d'identité qui régleront le problème ; d'autant plus que sous prétexte de vol à la tire et de délits mineurs,

vous souhaitez sans doute la mise en place d'un terrorisme policier dirigé en priorité contre nos frères immigrés. De plus, ceci vient à l'appui des mesures Stoleru, l'expulsion d'immigrés.

Cette situation est intolérable et nous vous rappelons notre volonté qu'il soit mis fin à cette campagne de terrorisme légal ou illégal (la constitution de milices...) dirigée contre les travailleurs français et immigrés.

Nous nous permettons donc de vous interroger, en tant que Maire sur les différents points suivants :

— Quel a été le sens de votre intervention auprès du Préfet et en quels termes ?

— Etes-vous en accord avec cette pétition provenant d'un groupuscule de la ZUP.

— Que pensez-vous de la constitution d'une milice privée comme solution à cette situation ?

— Une réponse répressive de quelque nature qu'elle soit (officielle ou privée) est-elle, pour

vous, une vraie solution pour répondre aux besoins du quartier ?

Les organisations signataires de cette lettre s'étonnent de votre silence jusqu'à ce jour sur une affaire aussi importante et souhaitent de votre part une réponse publique, rapide et précise à ces différentes questions. Les organisations signataires, UIS CFDT, PSU, Fédération Anarchiste, PCRML, Humanité Rouge, OCT, Habitants de la ZUP, LCR.

Quelques chiffres utiles pour terminer :

— Pour un même emploi, le salaire d'un immigré est inférieur de 10 à 20% de celui d'un français.

— Il est courant de voir des ouvriers agricoles immigrés payés moins de 40 F par jour.

— En 1974, dans le bâtiment, les immigrés représentent 22% des travailleurs, mais 36% des accidentés du travail et 34% des morts.

— Alors qu'ils représentent 8% de la population totale, les immigrés représentent dans le même temps 24% des mal logés.

Groupe Maurice Fayolle
Tours

En marge de la «rupture»

LA GAUCHE ET LES NATIONALISATIONS

La perspective économique de nos sociétés contemporaines ne se construit plus avec les lois dépassées du libéralisme. Entre cette constatation de fait, reconnue par tous, et la variété des stratégies économiques avancées par les partis socialistes et communistes, on retrouve toute l'incohérence de positions fondées sur deux démarches contradictoires que nous allons analyser.

Il est à remarquer que la politique de nationalisation avancée par les signataires du programme commun se justifie pour les communistes dans le cadre d'un choix politique, alors que les socialistes se refusent, eux, à quitter le strict terrain économique.

Tous les grands pays capitalistes manifestent aujourd'hui une tendance irréversible qui fait que l'Etat intervient de plus en plus, qualitativement et quantitativement, dans la marche de l'économie nationale. Que ce soit par subventions, dotations, exonérations fiscales, on a calculé que le transfert financier de l'Etat vers l'industrie se montait pour 1976 à 75 milliards de francs. Quels moyens de contrôle l'Etat possède-t-il sur ces capitaux ? Que peut l'Etat face à une décision privée de restructuration d'un groupe industriel important ou face à une création de monopole ? C'est en réponse à ces questions que le remède économique nationalisation a pris corps.

Dans l'esprit des socialistes, la nationalisation est justifiée quand elle se rattache à des objectifs industriels, soucieux qu'ils sont de préserver l'économie de marché et la fameuse liberté d'entreprendre. Ils proposent une nationalisation souple, par holding, où l'Etat contrôlerait la stratégie, l'investissement, mais où «l'opérationnel» reviendrait à l'entreprise. Quand on sait avec quelle incertitude la question fondamentale du pouvoir dans l'entreprise a été abordée, on reste rêveur. Quand au financement de ces opérations et à leur impact sur le marché financier qui sera, lui, entièrement nationalisé, rien n'est prévisible et l'attitude de la Bourse est déjà éloquent!

Pour les communistes, il en va tout autrement. Les nationalisations sont conçues comme l'amorce d'un processus irréversible qui doit conduire à la construction du socialisme. Notons tout de suite qu'une transformation économique irréversible conduite à partir d'une société libérale et capitaliste, et ceci par étapes successives, est une vue de l'esprit. D'autre part, le socialisme que nous propose le P.C. est en fait un capitalisme d'Etat, c'est à dire une dictature économique qui ne peut se stabiliser que par la structure politique qu'elle engendre, la dictature bureaucratique.

P.C. et P.S. ont consacré dans leur attitude ce que l'idéologie bourgeoise leur avait déjà confisqué d'esprit. De la critique de l'économie politique, ils n'ont retenu que la position qu'ils trahissaient historiquement le mieux : la politique pour les uns, l'économie pour les autres. L'illusion d'une transformation économique profonde qui ne trouverait pas son corollaire dans le bouleversement immédiat de tous les aspects de la vie sociale (et vice-versa) représente une inadéquation structurelle de plus que tout révolutionnaire se doit de combattre. Il nous appartient de démontrer que la seule façon d'appréhender le problème dans sa totalité en garantissant la liberté dans les moyens et dans les objectifs, passe par l'anarchie. Le véritable communisme ne peut se réaliser sans l'appropriation collective des moyens de production et du système financier. Mais cela ne serait rien sans la fédération des branches d'industries, seule capable de donner aux travailleurs tout le pouvoir sur la production et la consommation. Le fédéralisme, support de l'égalité économique, représente, dans sa formulation politique, la liberté de tous dans la réalisation de chacun. Il est dans la vie de la société le moyen et le but, l'outil nécessaire et la théorie indispensable.

Jean-Claude POUYTES

A l'usine Berliet-Montplaisir de Lyon

Ahmed

«... ne pourra pas s'intégrer...»

La direction de l'usine Berliet de Lyon. Montplaisir ne fait pas preuve d'ingratitude, et la manière dont elle se préoccupe du sort de ses ouvriers immigrés est hautement édifiante.

Dans une récente note de service, tout de suite après avoir lancé un cri d'alarme, en raison de la «baisse» du taux d'expansion depuis 1973, elle se penche avec «émotion» et «compréhension» sur cette partie du personnel, qui «ne s'est pas et ne pourra pas s'intégrer». Il s'agit évidemment de ceux des immigrés dont la famille est restée dans le pays d'origine, autrement dit une proportion importante, et des arabes pour la plupart.



Travailleur immigré «remercié» après usage...

A leur propos, la direction de Berliet-Montplaisir écrit : «Les conditions de vie ne sont pas des conditions satisfaisantes, ni même acceptables, pour une longue durée...» ceci n'étant que la prélude à une habile suggestion, sorte de premier pas vers le renvoi pur et simple, la suite : «Nous souhaitons aider ces personnes à retourner dans leur pays, en bénéficiant des avantages qui sont actuellement accordés par l'administration française».

Comme c'est touchant, quelle attention louable! Vous l'avez, je pense, deviné : les «avantages» dont il est question, c'est tout simplement ce fameux million d'anciens francs par tête de pipe, si généreusement offert par le bon monsieur Barre, afin de «remercier» ces «envahisseurs basanés» de leurs bons et loyaux services.

En un an, le chômage s'est accru de 30% dans le départe-

tement du Rhône. Le gouvernement est-il assez stupide pour espérer résoudre la crise, comme par enchantement, en se contentant de réexpédier les immigrés chez eux, comme du matériel devenu encombrant ? Bien sûr que non, il y a une grosse part de bluff là-dessous, et il s'agit surtout d'une opération à but électoraliste, destinée à calmer les chômeurs et les mécontents des classes moyennes ; aussi, comme on n'est pas trop regardant sur les moyens employés pour s'accrocher au pouvoir, on hésite pas à s'associer, sans honte et sans vergogne, à la scandaleuse campagne raciste et xénophobe, orchestrée par les fascistes du «Front National»

du PFN et de *Minute* : «le travail aux Français d'abord». Ah! vous avez bonne mine, monsieur le président Giscard d'Estaing, quand vous avez le toupet de vanter les vertus du mondialisme! Ou bien vous jouez double jeu, ou bien vos ministres parlent un autre langage que vous. Et vous, responsables des syndicats ouvriers, qu'attendez-vous pour dénoncer cette politique de l'apartheid, et pour manifester dans les usines et dans la rue contre ces méthodes ignobles, contre cette démagogie nationaliste, dans la lignée des régimes les plus conservateurs ? Laissez-vous passer sans réagir ces insultes à la classe ouvrière ?

«Travailleurs français, immigrés, tous unis!». Beau slogan, certes, mais qui doit être mis en pratique pour montrer que l'internationalisme prolétarien est une réalité et non un mythe.

Bernard LANZA

Le mardi 6 décembre à 20 h 30, une soirée poésie-chanson aura lieu au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis (59, Bd. Jules Guesdes) Avec Bernard MEULIEN et Gérard PIERRON Entrée libre, vente de disques et livres à l'intérieur

Nouvelles de Hollande

Il était à prévoir que la psychose antiterroriste et la fièvre policière qui sévissent en Allemagne fédérale, gagneraient la Hollande. Au début de septembre, quatre habitants de Rotterdam furent arrêtés pour détention d'armes. On avait trouvé chez eux les plans des maisons du directeur d'Akzo-Chimie et ceux des maisons d'autres patrons de l'industrie chimique. On les accusait d'être des sympathisants de la «bande Baader-Meinhoff» : on dut abandonner cette accusation car il s'agissait en fait d'antimarxistes, disciples de Anton Pannekoek! Le 22 septembre, à Utrecht, embuscade de la police, fusillade (un policier tué), pour procéder à l'arrestation de K. Folkerts, soupçonné de participation aux meurtres du procureur Buback et du banquier Ponto.

Brigitte Monhaupt, terroriste recherchée par la police allemande, qui accompagnait Folkerts, réussit à s'échapper. Dans la nuit du 9 au 10 novembre, à Amsterdam, une dizaine de policiers arrêtèrent Wackernagel (qui figure sur la liste des 16 terroristes recherchés) et Schneider. Au cours de la fusillade, le premier est blessé, le second très gravement atteint. Wackernagel, acteur et cinéaste, aurait effectué des prises de vues cinématographiques de Schleyer lors de son emprisonnement par la RAF. Schneider ne figure pas sur la liste des terroristes recherchés et, selon la loi hollandaise, n'était nullement un criminel.

Ce qui paraît le plus inquiétant, ce sont les rumeurs répandues par la presse bourgeoise sur une liaison entre la RAF et les groupes de choc des militants de la République des Moluques. Les Moluquois qui vivent dans des ghettos de quelques petits villages, en guerre froide avec les environs, sont en butte aux tracasseries d'une police au sein de laquelle le racisme fait de rapides progrès.

Devant la montée d'une répression qui porte atteinte aux libertés en Allemagne et aujourd'hui en Hollande, un comité «médico-juridique» contre la répression s'est constitué. Il est formé d'avocats et d'individuels, à l'exception des groupements et partis. Ce comité se propose :

- de protester contre toutes les mesures arbitraires des Etats : régime d'isolement, singuliers suicides de Stammheim, interdictions professionnelles et développement parallèle en Hollande.

- de mener une campagne contre les traités antiterroristes aboutissant à l'extradition systématique de tous les suspects de terrorisme. C'est ainsi que des allemands résidant en Hollande et ayant appartenu à «la collectivité des patients socialistes», groupe antipsychiatrique de Munich qualifié de criminel, pourraient être arrêtés et extradés!

- de mener une lutte contre la constitution d'une Europe policière unifiée et contre l'utilisation des méthodes employées en Allemagne fédérale pour la Hollande.

Des représentants de la Fédération Socialiste Libertaire ont été invités à participer à ce comité qui est animé par l'avocat Bakker Schut, défenseur de Folkerts et Wackernagel. Il ne s'agit pas pour ce comité de s'identifier à la RAF mais de lutter pour la liberté, contre l'arbitraire de l'Etat.

Depuis le 25 mai, la formation d'un gouvernement est en suspens. Le parti chrétien-démocrate, bien que battu aux élections, a obtenu du parti socialiste la parité à l'intérieur du futur ministère, le parti centriste ayant eu un ou deux portefeuilles. Mais le conflit reprend sur les personnalités ministrables. Puisqu'on veut instituer une loi autorisant l'avortement, la présence de Van Agt est indésirable. Ce dernier est prêt à déclencher la guerre contre les cliniques pratiquant l'avortement et à emprisonner les médecins coupables.

L'accord des deux partis semblait réalisé sur les points suivants : accord sur les salaires avec le simple maintien du pouvoir d'achat, promesse d'un «partage des profits», un pourcentage étant utilisé «pour le bien collectif», économies sauf sur les dépenses de la défense nationale et les armements, construction de nouvelles centrales nucléaires. Mais finalement, la rupture semble consommée entre socialistes et chrétiens et on pourrait voir se former un gouvernement centriste, ou un gouvernement Den Uyl apportant en cadeau la liberté de l'avortement.

Le début de l'année 1978 risque d'être marqué par des grèves car patrons et ouvriers ne sont pas d'accord. La bureaucratie sera peut-être obligée de mener une action dure car l'opposition communiste, vaincue aux élections, est capable, pour récupérer de l'influence, de déclencher ou de soutenir des grèves sauvages.

L'appareil bureaucratique du Parti Communiste traverse une crise : le vieux «patron», Paul De Groot, stalinien de toujours, a suivi depuis 1966 la «ligne chinoise», puis une ligne «indépendante» et s'est réconcilié enfin avec Moscou en avril dernier. Depuis, il attaque le eurocommunisme de Carillo et Berlinguer. Le Parti Communiste tient son congrès et, selon l'habitude, adoptera sans broncher le rapport du vieux stalinien où il attaquera les cadres bureaucratiques et... fera l'éloge des «fidèles de la vieille garde». Les victimes seront les nouveaux venus d'après 1968 et 1969 qui sont accusés de donner dans «la maladie infantile du communisme». Toutes ces querelles auront leur répercussion dans l'attitude de la bureaucratie syndicale en face des grèves possibles.

Terminons ce tour d'horizon par la Fédération Socialiste Libertaire qui nous annonce son prochain congrès. Le secrétariat aux relations internationales sera transformé et composé de camarades spécialisés dans une région ou un pays. On multipliera

les contacts avec l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, la France, la Grèce et on développera la solidarité. Ce prochain congrès suivra l'évolution des groupes d'action (antiparlementaires et antimilitaristes) qui ont restructuré toute la fédération, puis-

que c'est en passant par ces groupes d'action que les groupes locaux seront en contact.

Informations de Jan Bervoets
Fédération Socialiste
Libertaire Hollandaise
Traduction de Jean Barrué

informations internationales

Allemagne

Une répression renforcée.

La chasse aux terroristes mis hors la loi s'accompagne de perquisitions, contrôles policiers incessants et tracasseries multiples. Les détenus politiques, qualifiés de criminels de droit commun, déjà soumis au régime de l'isolement, ont été l'objet de nouvelles mesures qui réduisent à néant les droits de la défense et soumettent les détenus à une surveillance de tous les instants. A Francfort et à Hambourg, les avocats ont protesté. A Karlsruhe, une circulaire du juge au tribunal fédéral Kuhn décrit minutieusement toutes les précautions qu'il faut prendre à l'égard du détenu, Folkerts : on prévoit même le remplacement des serviettes, couvertures et dessus de lit par du matériel en papier! Le juge Kahn donne les raisons de ces mesures : il s'agit de rendre impossible les suicides, car «l'Etat a le devoir de protéger la vie des personnes emprisonnées» et ces mesures sont prises «dans l'intérêt des prévenus et pour leur sécurité». Ainsi, par une répugnante hypocrisie, l'aggravation des conditions de vie des détenus sert à accréder la version officielle des suicides, aussi incompréhensible et invraisemblable que cela puisse paraître...

La liberté de la presse est en péril et l'imprimeur d'un journal est «coupable» au même titre que le rédacteur. A Berlin-Ouest, l'hebdomadaire libertaire *Info-Bug*, organe des groupes berlinois non-dogmatiques, a été accusé de complicité avec une association criminelle pour avoir, d'avril à octobre 1977, publié des communiqués de la RAF et du mouvement du 2 juin. Or, *Info-Bug* a, à plusieurs reprises, condamné l'action de ces groupes terroristes. Peu

importe! L'entreprise d'imprimerie *Agit-Druck* (où s'imprime d'autres publications que *Info-Bug*) a été perquisitionnée et les machines ont été saisies : 4 membres du personnel ont été mis en accusation. Ainsi, la publication de simples informations que la grande presse bourgeoise a elle aussi reproduites, sert de prétexte pour frapper des journaux d'une certaine tendance politique et, chose inouïe, entraîne la culpabilité de l'imprimeur rendu responsable des textes apportés par ses clients. Un tel régime d'arbitraire tend à supprimer la liberté de la presse et à rendre quasi-impossible le métier d'imprimeur.

Cologne - Dans son dernier numéro, la revue anarchiste *Befreiung* continue la publication des nouvelles d'Espagne, supplément de 12 pages à la revue rédigée avec la collaboration du comité «Espagne Libre». La revue dénonce la répression actuelle qui était en préparation avant les actions terroristes de la RAF : les méthodes actuelles sont des méthodes fascistes.

Quand au détournement de l'avion de la Lufthansa, aux violences exercées contre la population, à l'assassinat du pilote, ce sont des actes contre-révolutionnaires et des méthodes fascistes. «Nous attendons de la RAF une prise de position claire contre ces actions, sinon nous ne pourrions plus considérer la RAF comme faisant partie du mouvement révolutionnaire, ce que nous avons fait jusqu'à présent en dépit de nos divergences idéologiques et tactiques».

Hameln - Les comités de citoyens de Bielefeld, Brême, Hameln, Hambourg, Hanovre et Cassel appellent tous les adversaires des centrales nucléaires à une grande manifestation à Hameln pour le 19 novembre. En effet, le 22 commence à Hameln le premier des 9 procès intentés contre

des participants à la manifestation de Grohnde (19 mars). On veut assimiler à une action criminelle le fait de lutter contre l'implantation de centrales nucléaires ; le gouvernement pour discréditer l'important mouvement antinucléaire, voudrait le rattacher au terrorisme de la RAF!

Espagne

Premier numéro de la revue *Bicicleta*

Le premier numéro de la revue mensuelle *Bicicleta*, dirigée par Miguel Torres, vient de paraître. Le collectif qui réalise cette revue a l'intention d'approfondir les informations à caractère internationaliste, libertaire et écologiste avec les implantations au cœur du mouvement ouvrier. La revue tire à 20 000 exemplaires.

Ce premier numéro contient une série de commentaires politiques sur l'actualité, une large information sur ce qu'est la CNT espagnole, un reportage sur Sacco et Vanzetti, des rapports sur l'énergie nucléaire, les prisonniers de droit commun et un exposé très documenté sur l'écologie.

Local de la CNT incendié.

Trois ou quatre individus ont pénétré dans le local du syndicat des Spectacles de la CNT et ont mis le feu à tout le matériel qui se trouvait là et qui a été entièrement détruit.

Semaine confédérale à Barcelone

Du 21 au 27 novembre s'est déroulée à Barcelone la semaine Durruti. Du lundi au dimanche, dans diverses salles et lieux de la ville, les militants libertaires catalans ont animé débats et projections de films sur ce qu'a été et sur ce qu'est aujourd'hui la CNT et le mouvement anarchiste espagnol.

livres

L'ANARCHIE DANS LA SOCIÉTÉ
CONTEMPORAINE

Une hérésie nécessaire ?

de Maurice JOYEUX

Depuis quelques temps est réapparu dans les vitrines des librairies, un ouvrage traitant de l'anarchie. Non pas de cette anarchie nouvelle vague, revue et corrigée par une certaine frange de l'intelligentsia ni de celle maltraitée par les scribouillards marxistes à la solde de soi-disants grands partis ouvriers.

Il s'agit tout simplement d'un livre qui raconte l'anarchie. Les militants de la Fédération Anarchiste le connaissent bien puisqu'il s'agit d'une reprise de L'Anarchie et la révolte de la Jeunesse. Reprise qui n'en est pas une. Maurice Joyeux a en effet ajouté des chapitres. Cette deuxième édition est un bon si-

gne : l'anarchisme se vend. Le premier volume (par ailleurs traduit et édité en espagnol) est épuisé. Plus de 10 000 lecteurs ont lu l'histoire du mouvement libertaire de 1945 à nos jours à travers celle des auberges de la jeunesse, du mouvement étudiant, des centrales syndicales, etc.

Cette narration est complétée par un premier chapitre qui la remet dans l'histoire. Notre camarade nous explique en quelques pages, et ce d'une manière claire et précise, les théories politiques, économiques et sociales qui forment la structure de la pensée libertaire. C'est à travers Proudhon, Bakounine, Kropotkine, l'Espagne de 1936

que le mouvement révolutionnaire d'aujourd'hui tire son profil.

L'Anarchie et la révolte de la jeunesse est le livre de 1968. Mais 68 est loin. 10 ans déjà! Les étudiants sont des cadres, les barricadiers se sont assagis : en deux mots, les choses ont évoluées. Maurice Joyeux, dans ses derniers chapitres, examine d'un œil critique cette évolution, remet les transformations sois-disant «libératrices» dans le cadre du système.

Par l'apport de textes de Kropotkine, Jean Grave... il nous montre que les anarchistes se sont toujours battus pour l'émancipation de l'homme (éducation, libération sexuelle, égalité de l'homme et de la femme et de l'enfant, propositions de la grève gestionnaire bien avant que cela soit à la mode).

L'histoire du mouvement libertaire est celle de l'homme qui combat pour sa survie, qui s'attaque au système qui l'opprime et qui laissera aux générations futures des armes pour mener ce combat à terme. De tous les systèmes philosophiques et économiques, seule l'anarchie ne s'est pas laissée pourrir par cette société de classes. Aujourd'hui, elle est la seule à proposer une solution viable pour la sauvegarde de l'individu dans la société d'aujourd'hui, c'est la révolution sociale. Pour terminer ce petit encart, je laisserai la parole à Maurice Joyeux qui a terminé son trop bref mais brillant exposé par ces quelques lignes : «Les tentatives d'actualisation sociale de la société moderne de consommation échoueront. La majorité, comme son opposition, est dépassée. Le vent qui porte l'histoire, c'est l'anarchie.»

Thyde Rosell

Ouvrages de Maurice Joyeux en vente à Publico :

- Mutinerie à Montluc (roman)
- Le Consulat polonais (roman)
- Les anarchistes et la guerre en Palestine
- Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière.
- Le provocateur (théâtre).

Jusqu'au 10 décembre
le groupe CASTELHEMIS
se produit tous les soirs
à partir de 19 heures
(sauf dimanche et lundi)
au «Tout à la joie»
35, rue de l'Ouest

C'est le groupe qui s'est
produit au gala que nous avons
organisé au théâtre
«Le Palace»

J.-F. STAS

théâtre

LE WEEK-END DES PATRIOTES

Théâtre en Rond - L'Européen

S'il s'agit de communication ou même de propagande, il faut reconnaître que le théâtre en rond est bien supérieur à toutes les scènes classiques, même les mieux agencées. Pour les acteurs, c'est une rude école, il n'y a plus à faire face au public, plus de signes en coulisse, le public est partout. On retombe dans la discipline des clowns de cirque, sans l'aide des accoutrements burlesques. Pour les assistants, cette communication avec les interprètes permet une communion parfaite. Nous sommes en famille, intimement mêlés à ceux que nous aimons ou réprouvons suivant nos pulsions intimes. L'état de symbiose parvient à constituer le théâtre parfait. Il faut que les auteurs modernes repensent à la manière d'exposer leurs thèmes dramatiques et songent à s'exprimer avec cette nouvelle tonalité d'expression. Bien sûr, si ce qu'ils ont à présenter n'est que prétexte à postillons, mieux vaut, pour eux, rester dans la tradition. Le théâtre en rond n'admet pas la médiocrité.

Monsieur Georges Coulonges n'est pas un débutant. Avec sa pièce, il nous présente un raccourci de l'histoire de la Tranche, d'avant sa guerre jusqu'à nos jours. Pure coïncidence, la guerre entre la Tranche et la Balmannie débute vers l'automne 1939. Rien n'est oublié dans cette évocation, ni les communiqués détaillant le courageux recul des troupes, ni les proclamations de leurs valeureux généraux. Tout y est. Ces malheureux Tranchais sont vraiment de pauvres bougres. Ils sont occupés, ils collaborent, d'autres résistent puis ils s'épurent suivant leur habileté. Finalement ils s'engueulent et tentent d'embrigader un isolé qui résiste à tous. Joli thème demandant toute une figuration et de nombreux tableaux. Ici, nous voyons tout cela parfaitement évoqué. L'histoire trancheuse se déroule devant nous grâce à cinq acteurs et actrices et à quelques accessoires plus infiniment d'ingéniosité et de talent.

Je salue avec une grande sympathie, les patriotes Gérard Hernandez et Marc Moro, l'accessoiriste-acteur, fils de forgeron, Antoine Mosin, la militante Blanche Reyne, possédant tous les dons d'une agitatrice et cependant un parfait mime. Son apparition, muette, en robe noire avec le signe des réprouvées est remarquable. Sonia Skoonejans démontre, avec talent, qu'une femme trancheuse sait se tenir, en toutes situations, sans se montrer bégueule. Il y a de la musique, signée Gérard Calvi, donc pas de protestation dans le rond. Pouvons-nous dire que tout est bien ? Pas tout à fait. Ces courageux serveurs du spectacle doivent veiller à un grave danger, celui du rond. On ne parle plus face au public, mais pour tout le public. Alors, un conseil de phonéticien, c'est gratuit, soyez maître de votre rapidité d'élocution, articulez et jetez votre verbe vers les derniers rangs, en haut, le rond fera le reste. Il n'y a pas de décors, mais il y en a quand même un, invisible, celui qui nous offre cette réussite, ce metteur en rond, c'est Jean-Louis Manceau. J'espère qu'il nous surprendra encore. Je rends hommage à la tenacité de Madame Paquita Claude. Enfin, grâce à elle, Paris possède un plateau permettant aux auteurs de parler au public. Je forme le vœu que tous les amis du théâtre viennent rue Biot, ils ne seront pas déçus.

Francis AGRY

'Lecteurs de Tours et environs... n'oubliez pas : à la faculté des Lettres, le 13 décembre prochain à 20 h 30, lecture publique par André Cellier d'une sortie de Gérard Lecha. Musique d'Alain Truffy.

LE FOU ET LA NONNE

«théâtre Noir» du Lucernaire

«Courte pièce dédiée à tous les fous du monde, y compris ceux des autres planètes de notre système ainsi que des planètes des autres soleils de la voie lactée et autres galaxies...»

Création en France dans une mise en scène si étrange et combien pertinente du théoricien du «Théâtre de la forme pure», S.I. Witkiewicz.

Un poète fou (?) incarcéré en cellule psychiatrique bafoue religion et médecine, se dénouant lui-même et de façon radicale ses complexes, «comme un lacet...». S'appuyant sur l'antagonisme du psychiatre et du psychanalyste, il mènera l'un à une mort transitoire, l'autre à la folie, nouvelle et savoureuse version de l'arroseur arrosé. Le tout souvent ingénument, toujours avec une logique désarmante, surtout pour les «psychoconnaisseurs».

Trois représentations : les 6, 7 et 8 décembre à 24 H. Entrée et sortie libres et gratuites.

Gérard CARAMARO

musique

LE NOUVEAU BREL

Vingt-cinq ans déjà, vingt-cinq ans que Jacques Brel arrivait à Paris pour vivre sa grande aventure avec sa guitare et son immense talent, déjà. L'ami Francis Claude (ce grand prospecteur et découvreur de talents) nous le signala très vite. Il avait vu juste, Brel a donné à la chanson une importante tranche de sa vie et l'a enrichie de nombre de belles pages. S'il lutta dur pour imposer sa manière, il parvint à force d'opiniâtreté à une popularité indiscutable. L'atout majeur de Brel réside dans ses qualités d'interprète, son art est essentiellement sa façon de répandre sa pensée, de persuader. Musicien accompli, ayant le goût et la sûreté du choix des orchestrateurs, il a toujours su nous donner des œuvres bien «habillées».

Depuis le 33 tours de 1969 qui recelait entre autres des succès comme «Vesoul» et «La Bière», Brel n'avait plus rien enregistré. Il avait quitté la scène en novembre 1966, nous ne pouvons l'oublier, en donnant son dernier gala pour notre journal à la Mutualité. Et voilà qu'à présent, lors d'un court entracte de son exil volontaire aux Marquises, il est venu apporter 12 titres nouveaux à son éditeur Barclay, c'est bien sûr un boum extraordinaire, on parle d'un million d'exemplaires fabriqués.

Cette dernière cuvée (Barclay 96010 en vente à Publico) ne décevra personne. Si Brel a eu (paraît-il) des ennuis de

santé, il n'a rien perdu de ses qualités vocales ni de sa violence verbale.

Tout au long des trois bons quarts d'heure de la précieuse plaque, Brel libère tour à tour sa tendresse, son amitié, sa soif de vivre, sa colère ; il règle ses comptes avec «Les Flamingants» et leur nationalisme étroit, d'un autre âge, il exhale sa hantise (qui est celle de tous ceux qui pensent avoir encore quelque chose à faire ou à dire) «Viellir», «Jaurès», bien dans le style brelien, donnera peut-être aux jeunes l'envie de lire les anciens et de connaître les conditions de vie de nos grands-pères. Si les choses ont changé, si malgré tout il y a eu un progrès incontestable, remerçons-en les compagnons qui nous ont précédé et qui, par leurs luttes âpres et persévérantes, ont tout de même légué aux travailleurs une vie plus supportable.

Les sentiments profonds qui animent l'auteur de «Quand on a que l'amour» n'ont pas changé. Il n'a pas cédé à une sagesse paralysante, il est resté au contact des réalités, il reste nôtre.

Ce disque démontre que Brel n'a pas donné à son exil l'exclusivité du farniente ; la pochette faisant mystérieusement l'annonce de la comédie musicale «Villebrequin», sans doute aurons-nous un jour le plaisir de revoir le «grand Jacques» sur les planches.

LE BILAN D'UNE REVOLUTION TRAHIE ET DEFIGUREE

(suite de la page 1)

servir leur pouvoir. La plus importante d'entre elles fut « la nouvelle économie politique » (NEP) qui coûta la vie à des millions d'hommes et de femmes, plongeant des millions d'autres dans la famine. Elle créa une énorme base pour l'accumulation du capital d'Etat et pour l'accélération du développement industriel de la Russie. Le glaive du complot du capital d'Etat divisa la société russe en deux, exploités et exploités. L'Etat devint le propriétaire et le capitaliste unique, répartissant selon sa volonté la plus-value des entreprises d'Etat atteignant la norme 1000%, c'est à dire une heure de travail pour l'ouvrier et 7, 8 ou 9 heures pour la « société ».



Une partie des normes moyennes créées par le travail de cent millions de prolétaires est accumulée et investie de nouveau dans l'industrie et l'agriculture, dans les sciences et dans les recherches technologiques. Ainsi, la base de l'exploitation s'élargit pour assurer à l'autocratie du Parti une vie de Crésus. Le but de la production « socialiste » est le vrai but de toutes les formations de classes : puissance pour la minorité exploitante disposant du pouvoir. Tous les capitaux sont concentrés, non seulement entre les mêmes mains, mais ils sont commandés uniquement par une seule volonté, celle de la direction du Parti incarnant le capital d'Etat. L'argent, les moyens de production ainsi que des armées entières de travailleurs salariés sont jetés par cette volonté dans des domaines et secteurs économiques où les intérêts vitaux et les objectifs militaires et stratégiques de la nouvelle classe trouvent leur réalisation la plus totale.

Les avantages de l'organisation du capital d'Etat, le degré élaboré d'exploitation et la conjoncture politique et économique internationale permettent des rythmes de développement relativement accélérés au cours de périodes déterminées de l'histoire du système « socialiste ».

Le monde capitaliste occidental a largement ouvert ses caisses. C'est de là que vien-

ent des capitaux, des marchandises, des spécialistes, des brevets, des technologies et même du blé. L'Est exporte de l'or, du pétrole, du gaz, des matières premières. Le calcul est simple. Pour l'instant, le monde occidental ne voit pas encore de danger, ni militaire ni économique, pour ses intérêts essentiels sur le globe. Il a besoin des marchés illimités de l'Est et, de plus, il ressent une horreur bestiale devant la vision d'une révolution future dans l'empire « soviétique ». Les explosions sociales en Russie ne signifieraient, dans les conditions de la crise mondiale, que le début de la Révolution mondiale. Les dictateurs du Kremlin désirent aussi le maintien à tout prix du statu quo

Cinq ans après la révolution d'octobre, lorsque la nouvelle classe était encore au maillot, ses dimensions et sa qualité étaient décrites par un témoin particulièrement qualifié, tel Oulianov. Il a écrit avec une franchise cynique que, malgré la propagande bolchévique archirévolutionnaire, l'appareil bureaucratique tout entier de l'autocratie, constitué par un million trois cent mille personnes, était totalement conservé. Les conquêtes « socialistes » dans le domaine de la construction de l'Etat l'avaient seulement embelli par des étiquettes « communistes » en lui conservant toute sa puissance. Il faut reconnaître que leur nombre a été augmenté par cent mille nouveaux parasites.

intérieur et international pour plusieurs années à venir. Ce sont justement les vrais motifs humanitaires de la coexistence pacifique des blocs avec des « systèmes sociaux différents ». Dans ces conditions de paix de cimetière entre maraudeurs, le capital d'Etat s'engraisse et sa machine de guerre augmente de puissance. Dans le ventre de la classe du capital d'Etat s'engouffre plus de la moitié du revenu national, ce qui prive le prolétariat de l'industrie, des laboratoires et de l'agriculture des possibilités de vivre deux fois mieux qu'aujourd'hui.

Et la question de la répartition du produit national est un problème fondamental de la lutte des classes et de la révolution sociale. Elle est résolue par les rapports de force. La force de la révolution est inversement proportionnelle à la puissance de l'Etat. La première est à la mesure de la hardiesse de l'organisation révolutionnaire dans la destruction de l'Etat, et de la capacité des travailleurs pour organiser la société anarcho-communiste.

Les problèmes de la structure de classes, de l'inégalité des classes dans la société dite « socialiste », leurs rapports et luttes mutuelles sont des problèmes essentiels, actuels et futurs. Ils attendent leurs chercheurs qualifiés... en attendant voici quelques informations officielles et semi-officielles concernant la dynamique de la classe du capitalisme d'Etat et ses revenus.

Mais quels sont les revenus des « travailleurs » ? Le même Lénine, déjà en 1918, propose l'augmentation des traitements des « savants et spécialistes bourgeois » quatre, huit, seize fois par rapport aux travailleurs ordinaires, six mille roubles par an. Les autres « spécialistes » prolétaires, hommes du Parti, de l'Armée, de la police, ne tardent plus à se faire augmenter. La classe ouvrière réagit à ces innovations par des grèves. Lénine se hâte de qualifier ces mesures de « provisoires... pour un an, même pour six mois ». Peu de temps après, lorsque le pouvoir est stabilisé, apparaît la « théorie » de l'« intérêt matériel ». Des données partielles concernant l'augmentation de la différence entre les revenus des travailleurs et ceux des diverses catégories de la classe du capitalisme d'Etat pourraient être extraites des rapports et des discours de l'héritier d'Oulianov : Staline. On en trouve aussi des traces dans les ouvrages de l'opposition de Parti, à la tête de laquelle, à différents moments, étaient Boukharine, Schliapnikov, Trotsky, Kamenev, Zinoviev, Rykov (tous exécutés). On peut remarquer, sans toutefois l'expliquer, que toutes ces critiques d'opposition des dirigeants passés par les postes de ministres, de Trotsky à Djilas, n'ont jamais témoigné un désir enthousiaste pour diriger leurs recherches en ce domaine.

(à suivre)

CRISE, FASCISME, TRANSPARENCE et REVOLUTION

La crise actuelle du capitalisme, c'est à dire la rupture d'équilibre de ses mécanismes de production et de consommation n'est qu'une phase particulière du processus de développement de son économie. Cette crise et le chômage qui en découle sont une étape inévitable dans le cadre de l'affrontement entre les formes anciennes du capitalisme (artisanat, petite agriculture, petites et moyennes entreprises, firmes nationales) et les formes modernes qu'il a produites (firmes multinationales), affrontement qui mène nécessairement à la restructuration complète du capital par la mondialisation sans cesse accrue de ce dernier sous les formes de ces firmes multinationales.

Ainsi, l'économie capitaliste, loin de se préparer à disparaître, entre aujourd'hui dans une nouvelle période.

La crise et les conclusions sociales dont elle s'assortit deviennent le moment concret où peuvent transparaître les contradictions fondamentales de la société de classes entre forces productives et rapports de production (ce que Proudhon a montré et démontré en termes de forces collectives et de régimes de propriété) ; contradictions jusque là dissimulées par une apparente prospérité. Si cette situation n'est pas nécessairement révolutionnaire en soi, elle est du moins réceptive à toute critique structurelle pertinente qui, elle, peut le devenir.

Plus le système d'exploitation est transparent, plus il devient vulnérable. L'Etat, en tant que support historique du capital, dont le rôle effectif est de garantir, de légitimer et de perpétuer l'ordre établi entre ceux qui exploitent et ceux qui sont exploités par ces derniers, le sait. Il lui importe donc que l'obéissance règne dans les têtes et que l'ordre, son ordre, réagisse fermement contre tout fauteur de désordre.

Il se doit alors de susciter des facteurs d'obscurcissement des consciences exploitées pour voiler et dissimuler cette transparence du mieux qu'il le peut, facteurs qui jouent ainsi le rôle d'anticorps contre-révolutionnaires.

D'abord en fixant le centre de gravité des préoccupations populaires sur des objectifs réactionnaires qui atténuent ou moins pour un temps les mécontentements profonds que peut susciter la crise.

— Au niveau de distractions superficielles et « apolitiques » susceptibles de réaliser un consensus multiclassé (rencontres sportives).

— Au niveau d'angoisses collectives habilement fomentées et canalisées (le terrorisme du Polisario ou des groupes Baader).

Ensuite en neutralisant intellectuellement ou physiquement toute opposition qui pourrait analyser de façon subversive et révolutionnaire la société et les fondements de la crise dans ses aspects de classe.

— En intégrant définitivement le syndicalisme aux rouages du système.

— En organisant, par l'intermédiaire des médias, des pilonnages antirévolutionnaires sur ceux qui remettent peu ou prou la société en question.

— En marginalisant le courant révolutionnaire (anarchie = terrorisme)

— En renforçant la solidarité interétatique (extradition de K. Croissant).

Si, comme l'ont compris les détenteurs de ce pouvoir pourri qui veulent faire de nous des esclaves complets et définitifs, la crise économique peut faire concrètement entrer les forces productives (travailleurs exploités et aliénés) en contradiction avec les bénéficiaires patentés des rapports de production (capitalistes et technobureaucrates), la survie du capitalisme implique :

— La rénovation et la transformation fasciste de l'Europe et du monde, laquelle, dans son aspect économique fondamental, sera seule capable d'effectuer cette transition de la forme traditionnelle et libérale du capitalisme concurrentiel à un système de capitalisme monopoliste planifié et organisé.

— La destruction de la plus grande partie des potentialités révolutionnaires du mouvement ouvrier contemporain, car les forces productives telles qu'elles se développent aujourd'hui sont incompatibles avec le capitalisme libéral et comme elles ne peuvent être maîtrisées par le capitalisme monopoliste tant qu'elles demeurent dans le cadre du système politique libéral, celui-ci se doit de les extirper radicalement, dans sa fascisation graduelle.



En conséquence, il est évident que la transparence du système ne sera réellement transparente pour tous ceux qui le subissent que proportionnellement à l'ampleur et à l'acharnement de la lutte révolutionnaire que nous, anarchistes, mènerons contre lui et non de son degré plus ou moins grand de fascisation, lequel sera directement fonction de l'absence de résistance qu'il rencontrera.

Francis
(Groupe anarchiste A. Jacob)